

## Un pays qui ne veut pas mourir\*

### Guerre du Liban, An X

Le vendredi 13 avril 1984, la guerre du Liban est entrée dans sa dixième année. C'est un dimanche ensoleillé d'avril 1975, où la chaleur humide de l'été beyrouthin l'avait déjà largement emporté sur la brise printanière, qu'un car rempli de Palestiniens était arrêté et ses occupants - hommes, femmes et enfants - abattus. Les Palestiniens, retranchés depuis bientôt sept ans dans d'innombrables points de la capitale, sans compter les trois camps de Sabra, Chatila et Burj al-Barajneh, vont réagir d'une manière tout aussi sanglante que les miliciens responsables de l'attaque du car : kidnappings de chrétiens, pilonnage de zones civiles, attaques contre les symboles branlants de l'État. Les combats des jours qui suivront feront des centaines de morts parmi les civils, tout en se plaçant résolument sous le signe de la guerre civile interconfessionnelle : l'*establishment* musulman déclarant *urbi et orbi* sa solidarité avec l'OLP, et le chrétien montrant quelque compréhension à l'égard des phalangistes. Plusieurs traits qui vont ultérieurement marquer cette guerre sont déjà perceptibles : la présence armée étrangère, quelle que soit son identité, a pour effet d'aggraver les divisions des Libanais, les grandes années de construction étatique et de modernisation politique sous la houlette du général Chéhab et de ses successeurs n'ont pas réussi à intégrer suffisamment la société pour l'immuniser contre l'arrivée des combattants palestiniens après 1967 ; l'État, déjà en 1975, est incapable d'enrayer la vague de terreur et de destruction ; il est généralement considéré comme partie plutôt que comme arbitre, et son armée apparaît divisée et désarmée. La société a tendance à se fragmenter suivant des lignes de loyauté traditionnelle, débouchant sur diverses activités guerrières dont les civils paieront, en priorité, le prix : bombardements aveugles des quartiers résidentiels, voitures piégées en pleine rue, enlèvements systématiques et liquidations sur la base du seul critère confessionnel, canardage de simples passants et bientôt massacres collectifs qui vont rendre tristement célèbres le quartier kurde de la Quarantaine, le village maronite de Damour ou le camp palestinien de Tell al-Zaatar.

Ce premier épisode de la guerre est clos par l'instauration d'une *pax syriana*, avec l'entrée massive de l'armée de Damas au Liban dans les premiers jours de juin 1976 et son déploiement sur une bonne partie du territoire. Mais comme pour libérer sa politique libanaise des aléas du conflit israélo-arabe, la Syrie ne laissera pas ses troupes franchir le Litani, au-delà duquel l'influence israélienne est déjà pesante, pas plus qu'elle ne prendra le risque de la faire pénétrer dans ces camps palestiniens, où l'OLP bénéficie de solides contrepoids à l'influence syrienne. Plusieurs dirigeants du Front libanais considèrent par conséquent la mission syrienne comme inachevée. Un de leurs dirigeants les mieux renseignés a récemment dévoilé le rôle décisif des Américains et d'Israël dans ce changement profond d'attitude du Front libanais, incité à s'engager dans une confrontation avec la Syrie. Mais on pouvait facilement l'imaginer.

\* Conférence prononcée à l'Institut français des Relations internationales (IFRI), le 10 avril 1984.

L'incident de Fayadieh\*, en février 1978, consacre, de toutes les manières, la rupture.

Le nouveau courant va progressivement s'imposer, principalement incarné dans la direction militaire du Front libanais, et plus spécialement en la personne de Bechir Gemayel. C'est lui qui a l'initiative en 1978 quand il oblige l'armée syrienne à se retirer de Beyrouth-Est, après avoir durement frappé le clan rival pro-syrien des Frangié dans le coup d'Ehden. Il l'a encore en 1980 quand le clan des Chamoun est neutralisé et les Syriens battus en brèche dans la banlieue. Il est maître du jeu quand, en avril 1981, il engage délibérément la bataille de Zahlé. A côté d'une organisation interne maintenant bien rodée, ce courant dispose d'atouts précieux : trois mois plus tôt, R. Reagan avait remplacé le président Carter à la Maison-Blanche, trois mois plus tard M. Begin devait se faire réélire à la Knesseth. Tous deux ont fait leurs enjeux de la bataille de Zahlé, et misé sur Bechir Gemayel qui apparaît comme leur favori aux élections présidentielles de 1982. Le général Haig l'a concédé, Philip Habib me l'a dit, Ariel Sharon l'a annoncé et Zev Sheef l'a encore récemment confirmé : à partir de Zahlé, en avril 1981, Israël, les États-Unis et bon nombre de pays occidentaux avaient décidé de conclure sept ans de guerre à leur profit.

Le 6 juin 1982, encore un dimanche ensoleillé, les chars israéliens commencent leur montée sur Beyrouth. Philip Habib était déjà sur place, pour rééditer l'opération de Zahlé, sur une plus vaste échelle : une couverture politique libanaise efficace, une intervention militaire massive de la part d'Israël et le doigté diplomatique de Philip Habib solidement soutenu à la Maison-Blanche, sans compter d'innombrables comparses arabes et européens devaient suffire à assurer la victoire.

On peut appeler ceci complot si l'on veut ; la chose a été, on le sait maintenant en détail, minutieusement préparée, d'autant plus qu'en face, régnaient la désorganisation et les divisions : les partis de gauche se complaisaient dans leurs rentables contradictions locales et arabes, l'OLP était épuisée par une guérilla l'opposant maintenant non seulement aux partis chrétiens, mais aussi à de nouveaux groupes de musulmans libanais hostiles à la présence armée palestinienne au Liban ; la Syrie ne cessait de donner des preuves supplémentaires de son incapacité à manipuler l'OLP comme un outil politique parmi d'autres, ou à imposer son rôle d'arbitre aux diverses factions du pays.

L'opération visait des résultats bien précis dont devaient bénéficier les trois partenaires qui l'avaient engagée :

- 1) une restauration de la prééminence, voire de l'hégémonie des chrétiens sur un pays qu'ils considèrent généralement comme créé à leur intention il y a un demi-siècle ;
- 2) un desserrement du cercle isolant Israël, à travers la brèche libanaise, devenue vitale, surtout depuis l'interruption précoce du processus de Camp David ;
- 3) une réorganisation de la politique extérieure du Liban, désormais libéré du double poids palestinien et syrien, vers une attitude compréhensive

\* Siège de l'École militaire libanaise où ont éclaté en février 1978 des affrontements entre les Forces libanaises et la Force arabe de dissuasion (éléments armés syriens).

sive, voire coopérative, avec Israël et, de toutes les manières, fermement alignée sur Washington ;

4) un coup mortel porté au nationalisme palestinien et à l'OLP, qui permettrait de rouvrir le dossier de la Cisjordanie sur des bases plus favorables à Israël.

De ces objectifs, seul le dernier a vraiment pu être mis à exécution : l'OLP a été expulsée par les Israéliens de Beyrouth, dans la dernière semaine d'août 1982, et de Tripoli, par l'armée syrienne et les dissidents palestiniens quelque seize mois plus tard. En sortant du Liban, Arafat est également sorti de la « une » des journaux du monde, et, peut-être, du jeu régional. Au Liban, un nouveau round de la longue guerre que se livrent Israël et le nationalisme palestinien, s'est terminé, encore une fois, au profit du premier. Cette guerre n'est certainement pas close pour autant. Mais ce n'est pas ici notre propos.

### ***L'après-Beyrouth 1982 : cinq événements majeurs***

Les autres objectifs de l'opération de 1982 n'ont guère été atteints. Je ne dirai pas ici les causes de cet échec, déjà analysées ailleurs\*. Je voudrais simplement rappeler cinq événements majeurs qui ont marqué l'après-Beyrouth 1982 et conduit à la situation présente.

#### *Le différend américano-israélien*

Le premier événement prend place le 1<sup>er</sup> septembre 1982, alors que les troupes israéliennes campent encore dans les faubourgs de Beyrouth, c'est l'annonce du plan Reagan\*\*. Refusé – dans son esprit et dans ses dispositions – par un Menahem Begin qui ne fait rien pour masquer son irritation, ce plan a eu pour effet de transformer radicalement l'attitude israélienne au Liban. Les dirigeants de Jérusalem ont eu le sentiment d'être floués par Washington, qui ne leur aurait donné le feu vert vers Beyrouth que pour mieux les amener à se retirer de Cisjordanie et de Gaza. En d'autres termes, la *pax americana* consistait non pas à anihiler les Palestiniens et leur OLP, mais à pousser Israël à négocier en Cisjordanie avec ceux-là mêmes qu'il avait frappés à Beyrouth, ou avec leurs délégués. Le jusqu'au-boutisme territorial du Likoud s'y prêtait bien mal, d'où une mauvaise volonté à l'égard de la question libanaise : il faudra près de neuf mois pour qu'apparaisse un nouvel esprit de coopération israélo-américaine, neuf mois précieux pendant lesquels la Syrie et l'URSS auront eu tout le loisir de reconstituer la base matérielle et militaire d'un veto. Lorsque l'accord libano-israélien du 17 mai est enfin conclu, la Syrie est déjà solidement retranchée dans la Bekaa. Pendant ce temps, la commission Kahane avait repris en termes légaux la condamnation politique de Begin et Sharon, largement partagée en Israël.

\* In *Politique étrangère*, n° 3, 1983.

\*\* Voir, dans *Maghreb-Machrek* n° 98, p. 97-101, les extraits du « discours de Burbank », dans lequel le président Reagan a explicité ses propositions pour un règlement global au Proche-Orient.

### *La mort de Bechir Gemayel*

Le deuxième événement c'est, le 14 septembre 1982, la mort de Bechir Gemayel. Le coup a été brutal et ses conséquences incalculables: nul autre que lui ne pouvait réaliser l'osmose attendue entre les Forces libanaises dont il était le chef et les structures vétustes de l'État, pas même, peut-être surtout pas son propre frère aîné, qui va lui succéder. La mort de Bechir Gemayel rétablit brutalement le clivage entre l'État légal et les bénéficiaires politiques locaux de l'opération militaire israélienne. Amine Gemayel devra négocier plutôt qu'ordonner – pendant cinq longs mois – le retour du port de Beyrouth sous autorité légale; il ne pourra rien faire dans le Chouf où la situation empirait jour après jour. Effet encore plus négatif pour les structures étatiques, les Forces libanaises, n'étant plus représentées à la tête de l'État par leur fondateur et chef, ont choisi d'abord de survivre en tant que groupe militaire et politique autonome. Qu'elles aient bénéficié de quelque compréhension au sein des Phalanges ne fait guère de doute. Les conséquences politiques de cette situation seront considérables: du moment que le Président ne pouvait ou ne voulait – on ne le saura jamais – démanteler les milices qui lui sont les plus proches, il n'est plus en position d'empêcher la réémergence des milices adverses. En profitant de l'indubitable ambiguïté d'un régime qui cherche à reconstituer une armée nationale tout en conservant une armée privée, le PSP de W. Junblatt, le mouvement chi'ite Amal et d'autres groupements auront un prétexte précieux pour justifier leur propre reconstruction.

### *La victoire des Druzes*

Le troisième événement majeur aura lieu le 5 septembre 1983, quand les forces du PSP, essentiellement druze, occuperont Bhamdoun. En quelques semaines, les miliciens des Forces libanaises perdent l'ensemble de leurs positions dans le Chouf, et le camp victorieux encore une fois n'épargne pas les populations civiles. Les conséquences de cette bataille sont là encore décisives: le monopole de l'initiative militaire appartient désormais aux hommes de Junblatt; l'idée de réunifier par la force la Montagne et l'ensemble du pays perd tout son crédit; une nouvelle zone confessionnellement homogène est désormais créée face à la zone devenue purement chrétienne quelques années plus tôt; enfin, la Syrie est de nouveau un acteur décisif du jeu beyrouthin à travers ses alliés maintenant victorieux.

### *Les attentats contre la Force multinationale*

Le quatrième événement a lieu à Beyrouth, un dimanche ensoleillé de plus, le 23 octobre 1983. En l'espace d'une minute à peine 241 «Marines» américains et 58 soldats français sont tués par l'explosion de deux camions piégés. Quelques semaines plus tard, la force multinationale arrivée à Beyrouth après les horreurs de Sabra et Chatila va repartir, avec plus ou moins de dignité, mais certainement après le même échec. Car, il ne faut pas se leurrer, l'Occident a été battu à Beyrouth en ce dimanche 23 octobre 1983. Depuis, à part les 40 observateurs français à Beyrouth, et la FINUL isolée au Sud, le Liban ne peut plus compter sur des forces étrangères pour maintenir la paix. Les facteurs locaux et régionaux reprennent le dessus dans cette «désinternationalisation» du

conflit libanais. La tentative de remplacer la Force multinationale par des contingents de l'ONU échouera, à cause du retard mis par Washington à l'accepter dans l'espoir de rétablir la balance à Beyrouth au profit de l'Occident, et d'un veto soviétique contre un projet devenu inutile aux yeux de Moscou, alors que le cinquième événement avait déjà eu lieu.

### *Les journées de février 1984*

Le 6 février 1984, retrouvant une certaine unanimité, les différentes oppositions beyrouthines se rebellent contre un pouvoir qui, en plus de ses nombreux faux-pas antérieurs, pilonne depuis cinq jours, avec une violence inouïe, la banlieue Sud de Beyrouth. Par dizaines de milliers, les habitants très majoritairement chi'ites de la banlieue vont refluer sur Beyrouth-Ouest entre le jeudi 2 dans l'après-midi et le lundi 6, quand l'armée envoie ostensiblement des renforts à Beyrouth-Ouest, créant une panique sans précédent. En pilonnant la banlieue, on a, en fait, jeté Beyrouth-Ouest dans les bras de Nabih Berri, chef du mouvement Amal. Il sera roi unique de Beyrouth pour 3 jours, car le 9, avec une complicité israélienne indubitable, l'armée perd les positions qui lui restaient sur les collines au Sud de Beyrouth au profit des combattants du PSP qui entrent triomphalement dans la capitale, pour partager avec Berri le pouvoir qu'il vient d'y établir. De toutes les manières, la ville est de nouveau coupée en deux secteurs et les bombardements aveugles ont repris de part et d'autre.

On aura remarqué que l'accord du 17 mai, les conférences de Genève ou de Lausanne, ou telle rencontre à Paris ou à Londres, ont été traités comme des non-événements: telle était bien notre intention.

Je vais me résumer: 1) la souveraineté de l'État n'a pas été rétablie et le président Gemayel ne peut être suspecté de fausse modestie quand il dit que son gouvernement contrôle à peine 10 % du territoire national; 2) les troupes syriennes et israéliennes sont toujours là, leurs collaborateurs locaux sont organisés et puissants, ce qui limite grandement la signification réelle de leur éventuel redéploiement. L'accord du 17 mai 1983 a été réduit à néant par sa propre condition suspensive\*; 3) les milices, loin d'être démantelées, sont plus que jamais les maîtresses du jeu, notamment les Forces libanaises, Amal et le PSP, sans parler de l'armée régulière elle-même dont l'unité a été largement entamée; 4) ceux qui ont voulu impliquer l'Occident militairement dans leur stratégie en ont été pour leurs frais, depuis le départ de la Force multinationale; 5) les forces modérées, de toutes les confessions, sont battues en brèche par tous les extrémismes; 6) enfin, au lieu du Liban pacifique et prospère que l'on nous promettait, 10 à 12 morts en moyenne s'ajoutent quotidiennement aux 10 000 Libanais déjà broyés par cette guerre, un Libanais sur trois est une personne déplacée et le pays traverse une crise économique sans précédent. Le même désespoir se lit sur le visage du chrétien chassé de son Chouf natal, du chi'ite campant dans quelque chantier de la capitale loin de sa banlieue familière, et de tous ceux qui voient leur pays se désintégrer, peut-être sans aucune promesse de retour.

Je laisserai à d'autres le soin de distribuer équitablement les responsabilités de ce désastre entre un pouvoir légal, mal renseigné, mal conseillé, à

\* Un retrait syrien simultané avec le retrait israélien.

courte vue ; une opposition qui n'hésite pas à se dépouiller de ses habits progressistes pour participer au jeu des massacres confessionnels, une Syrie qui ne recule devant rien pour sauver son régime actuel et conserver sa position régionale, un Israël qui a perdu de son assurance mais veut rester dominateur ; une Amérique impatiente dans la complexité, à la fois manichéenne dans ses analyses, et cynique dans la mise en œuvre de sa politique. Je n'épargnerai pas les Libanais eux-mêmes et pas seulement leurs dirigeants, même si la terreur dont laquelle vivent mes compatriotes et les incertitudes de la situation peuvent expliquer le respect qu'ils conservent à l'égard d'un personnel politique corrompu au-delà de tout remède. Le politologue en moi est désespéré, le Libanais veut garder encore l'espoir d'une issue. Essayons, en dépit des neuf années écoulées et de tant de tentatives infructueuses, de l'imaginer.

### ***Quelle issue à l'impasse ?***

Au niveau de l'organisation interne de notre vie politique, deux idées fondamentales ont été récemment mises en avant avec vigueur.

La première, c'est le fédéralisme territorial, officiellement présenté à Lausanne par le Front libanais comme une issue, et qui semble négociable, voir acceptable par Walid Junblatt. Cette solution, qui consiste à parquer les Libanais dans leurs confessions, est violemment rejetée comme une forme édulcorée de partition par les deux communautés chi'ite et sunnite, ainsi que par de nombreux chrétiens notamment non-maronites et de nombreux druzes. En l'absence d'une étude d'opinion difficile à réaliser surtout en période de vive confrontation, il est difficile de juger de son impact. Ma propre conviction est, cependant, qu'une large majorité de Libanais y demeure, à l'heure présente, hostile. Faut-il pour autant la répudier ? Certainement pas si elle est de nature à mettre un terme à cette effroyable saignée. Elle a, de toutes les manières, un côté positif en ce qu'elle implique qu'aucune des communautés du pays ne poursuit encore de véritables rêves hégémoniques sur l'ensemble du territoire et que certains milieux, hier encore interventionnistes, sont passés à une stratégie de repli. Il faut aussi tenir compte du substrat de haine, des vengeances, des massacres, de neuf années d'aliénation, de même que de la nécessité de sauvegarder un solide îlot chrétien dans un Orient où les musulmans sont largement majoritaires et les Israéliens militairement dominants.

Mais cette solution aurait aussi des effets négatifs qui l'emportent, à mon sens, sur ses avantages présumés. Elle détruit, d'abord, la raison d'être historique de ce pays, terre d'accueil, de coexistence, voire d'intégration. Sa réalisation nécessiterait de lourds, sanglants et nouveaux déplacements de population, peut-être le tiers des trois millions de Libanais. Rien ne garantit ensuite les nouvelles frontières instituées entre les cantons face aux attaques, à mon avis inévitables, de la majorité sunnite et chi'ite, victime de cet arrangement, du fait de son implantation très dispersée sur l'ensemble du territoire. Je serais très étonné de voir la Syrie accepter un tel arrangement, dont les conséquences en Syrie même peuvent être catastrophiques, notamment en ce qui concerne la loyauté des chrétiens et des druzes syriens à l'égard de leur État. Et puis cette solution fédérale

est trop largement perçue, à tort ou à raison, comme un pas vers la création d'un mini-État chrétien pour ne pas susciter la méfiance de plus d'un pays arabe. C'est pourquoi une solution de ce type peut faire rebondir la guerre civile et renforcer les interventions étrangères plutôt que d'y mettre fin. Sans la refuser absolument, il faudrait au moins en retenir que les petites communautés religieuses, notamment, mais pas simplement chrétiennes, doivent être rassurées, et leur existence garantie dans un environnement perçu, non sans raison, comme menaçant.

C'est pour cette même raison que la déconfessionnalisation politique dont Nabih Berri s'est récemment fait le champion, soutenu avec plus ou moins de sincérité par la gauche, W. Junblatt et l'*establishment* sunnite traditionnel, me paraît également irréaliste à l'heure présente. Soyons clairs: des forces de toute évidence confessionnelles ne peuvent opter pour la déconfessionnalisation politique que par stratagème, pour élargir leur place dans le système. De toutes les manières, le Front libanais, Israël et certains pays arabes conservateurs ont des moyens suffisants pour arrêter net une réforme aussi radicale. Mais là encore, la solution ne doit pas être refusée en bloc. J'en retiendrai en particulier la grande frustration justifiée des chi'ites en ce qui concerne leur place dans le système. J'en donnerai un ou deux exemples pour mémoire: aucun poste politique (Affaires étrangères, Intérieur...) n'a jamais été accordé à un chi'ite depuis l'indépendance, aucun poste diplomatique de quelque importance, aucune position judiciaire élevée, et une seule des treize présidences de commission au sein du Parlement, celle - d'importance limitée - de l'agriculture. A défaut de déconfessionnalisation, une distribution plus équitable est plus qu'urgente.

C'est donc une solution médiane entre la consécration territoriale du confessionnalisme et sa négation précipitée qu'il faudra chercher, une solution qui tienne compte de la peur justifiée des uns, des frustrations aussi justifiées des autres, et qui soit fondée sur un minimum de raison et de bonne foi, deux qualités aujourd'hui bien mal partagées. Les aménagements pratiques d'une solution transitoire peuvent être alors fondés sur les quelques principes suivants:

- 1) L'État libanais doit garantir à la fois la liberté des groupes et celle des individus. Il doit reconnaître aux groupes fondés sur l'appartenance confessionnelle un droit de veto sur les questions fondamentales, mais le système doit demeurer ouvert à sa propre transformation vers une formule plus moderne, en protégeant notamment les droits des innombrables Libanais qui ne veulent pas être parqués dans les limites étroites de leur communauté.
- 2) Au niveau territorial, ce principe doit s'incarner dans une organisation où les zones absolument monocolores doivent demeurer l'exception, comme elles le sont encore aujourd'hui. A l'inverse, l'identité traditionnelle des différentes zones doit être protégée: majoritairement druze, maronite, chi'ite, grecque catholique, etc... Des aménagements pratiques peuvent être trouvés pour sauvegarder l'unité du pays tout en protégeant la minorité numérique chrétienne contre une aggravation continue de la balance démographique à ses dépens.
- 3) Un effort massif doit être fait, aux dépens de toutes les autres communautés, pour élargir la place des chi'ites, qui représentent peut-être 30 % de la population, au sein du système.

« Le diable est dans le détail » dit le proverbe allemand, mais je suis persuadé qu'avec un renouvellement au moins partiel du personnel politique, opération plus que nécessaire, dans toutes les communautés sans exception, les Libanais pourront s'accorder sur les aspects institutionnels de cette réforme fondamentale, fondée sur un compromis. Plusieurs propositions positives sont actuellement faites dans ce sens à Beyrouth même. Encore faut-il que les vieux leaders soucieux de conserver leur pouvoir et prisonniers de leur atavisme, y accordent quelque attention. Encore faudrait-il aussi qu'une longue trêve soit, à tout prix, imposée aux Libanais. C'est là que le rôle des forces régionales et internationales me paraît capital à un moment où toutes les solutions venues de l'étranger ont lamentablement échoué. Il me semble que l'environnement régional pourrait s'y prêter : la poigne syrienne est moins ferme qu'en 1976, Israël est effectivement battu en brèche dans le Sud et le pays est enfin libéré du simplisme reaganien. La communauté internationale doit essayer de permettre aux Libanais de souffler et de parler, en imposant une ferme retenue aux activités de nos voisins. Un déploiement substantiel des forces de l'ONU sur tout pouce du territoire où cela est possible serait utile, en dépit du crédit limité de l'organisation en ce domaine. Des négociations américano-soviétiques sont une condition *sine qua non*. C'est trop demander à la communauté internationale, en ce mois d'avril 1984. Faut-il, pour cela, cesser d'essayer ? Quel peut être, plus spécifiquement, le rôle de la France ? Je le résumerai en six points :

- Elle doit garder et élargir dans l'immédiat le rôle des observateurs français garants d'un cessez-le-feu à établir et du maintien d'une voie de passage libre entre les deux secteurs.
- Elle doit inlassablement répéter sa détermination à voir renaître un Liban uni, indépendant et démocratique, les trois aspects me paraissant indissolublement liés.
- Elle doit faire avancer les deux conditions préalables de toute solution acceptable : la garantie de l'existence des chrétiens et une plus large association des musulmans au gouvernement du pays.
- Elle doit favoriser par tous les moyens, et je sais qu'ils sont aussi limités que dangereux, des rencontres entre adversaires libanais, tout en favorisant la modération et le renouvellement du personnel politique.
- Elle doit exercer toutes pressions possibles sur les voisins du Liban pour permettre aux Libanais de reprendre souffle et d'aménager une issue.
- Elle doit enfin reprendre le chemin de l'ONU pour relancer, peut-être dans une formulation nouvelle, le projet de résolution du mois de mars\*. Un soutien européen plus net au projet me paraît utile.

Je vous l'ai déjà dit : le politologue en moi est sans illusions, le Libanais veut encore croire à une solution. C'est un homme déchiré entre sa science modeste et sa conscience blessée qui s'est trahi parmi vous, envoyé auto-désigné et sans pouvoir d'un pays qui ne veut pas mourir.

Ghassane SALAMÉ

\* Le projet de résolution soumis par la France au Conseil de sécurité de l'ONU proposait le déploiement de forces de l'ONU, en remplacement de la Force multinationale de sécurité-Beyrouth. Il a été rejeté le 1<sup>er</sup> mars, l'URSS y ayant mis son veto (voir Chronologies).

## ***OLP : vingt ans après***

L'OLP célèbre, le 28 mai 1984, son 20<sup>e</sup> anniversaire. L'objet de cet article ne saurait être de retracer en quelques pages l'histoire de cette organisation. Il nous a semblé plus utile, et plus stimulant, de tenter de dresser un bilan de son action, de ses victoires, comme de ses défaites. Après avoir rappelé les conditions de sa création, puis de sa profonde transformation après 1967, nous avons voulu dégager les traits caractéristiques qui ont marqué la période 1967-1982. Avec le départ de l'OLP de Beyrouth, puis de l'ensemble du Liban, c'est une nouvelle étape de son histoire qui s'ouvre. Nous avons esquissé en conclusion les contraintes qui pèsent sur l'OLP dans cette nouvelle phase et les choix auxquels sont confrontés les dirigeants palestiniens<sup>1</sup>.

### ***Une décision arabe***

Mai 1964, Jerusalem. Dans quelques heures s'ouvre le Congrès national palestinien qui doit donner naissance à l'Organisation de libération de la Palestine. Son futur président, Ahmed Chouqayri, supplie le roi Hussein d'assister à la séance inaugurale. Le souverain hachémite finit par accepter, mais pose deux préalables : l'OLP renonce à organiser et à armer les Palestiniens résidant dans son royaume ; aucune mention ne sera faite, dans les textes adoptés, de la Cisjordanie<sup>2</sup>. L'incident est significatif des conditions dans lesquelles l'OLP voit le jour. Sa création elle-même a été décidée par un Sommet arabe, le premier, réuni au Caire en janvier 1964 pour trouver une riposte au projet d'Israël de détourner à son profit les eaux du Jourdain.

C'est que, depuis la fin des années 50, et en l'absence d'un mouvement national palestinien autonome, la question de la Palestine est devenue un facteur de surenchères dans la lutte pour l'hégémonie entre les différentes capitales arabes. C'est l'Irak, où le général Kassem vient de prendre le pouvoir, qui relance le débat en proposant, en 1959, la constitution d'un gouvernement palestinien à Gaza et en Cisjordanie (déjà !) et la proclamation d'une République palestinienne<sup>3</sup>. Par ce moyen, Kassem cherche à faire pièce à la fois au roi Hussein et à Nasser, qui symbolise le nationalisme arabe et pour lequel la solution du problème palestinien passe par l'unification du monde arabe. Malgré la chute de Kassem en 1963, le problème de la Palestine, de son avenir, reste posé, comme enjeu des rivalités et des contradictions inter-arabes. D'où la décision de 1964, pour tenter de les surmonter. Le Congrès constitutif de l'OLP, qui se déroule du 28 mai au 2 juin, en présence de 420 délégués, s'efforce donc de ménager les protagonistes : le roi Hussein et le président Nasser, qui a la haute main sur l'organisation. Les résolutions adoptées – en particulier la Charte nationale – ne font aucune référence à « la souveraineté » du peuple palestinien, encore moins à un hypothétique État. Ce n'est pas seulement le résultat de la mainmise des régimes arabes sur l'OLP ; c'est aussi le reflet de la suprématie des thèses du « nationalisme arabe » dans les années 60. Pour la plupart des Palestiniens, la « libération » ne peut